



S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS



## OUI A UN PLAN DE TRANSFORMATION D'EMPLOI...

### AUDACIEUX !

En décembre dernier, le Ministre annonçait un « plan de requalification » des Contrôleurs du Travail, avec au final l'extinction du corps des Contrôleurs. Nos deux organisations syndicales ont clairement salué cette initiative. Tout en précisant qu'elle n'allait pas assez loin.

Une réunion de négociation sur ce plan de requalification est convoquée le 18 février 2013.

Face à l'hostilité mécanique et radicale d'autres organisations syndicales, la CFDT et l'UNSA ITEFA affirment qu'elles s'y rendront pour défendre leurs revendications et aboutir à un véritable processus d'extinction du corps des Contrôleurs **et à une juste revalorisation de l'ensemble des agents concernés.**

#### Mais :

- Face aux 2000 départs en retraite qui s'annoncent dans ce corps, **il est urgent d'en accélérer le processus d'extinction !**
- Face à la diversité des postes et des fonctions occupées par les Contrôleurs du Travail, il est **nécessaire d'élargir le cadre de ce plan de requalification !**

Lors du Comité Technique ministériel du 22 janvier dernier, nous l'avons martelé, et nous le martèlerons de nouveau lundi à l'administration qu'elle doit répondre aux attentes des Contrôleurs !

#### ▪ **Oui à un corps unique d'Inspecteurs du Travail en sections !**

Le Ministre a clairement indiqué que l'examen professionnel offrirait des postes en section d'inspection pour les lauréats.

La création d'un corps unique d'Inspecteurs du Travail dans les sections d'inspection est une avancée ! Elle renforcera la capacité de l'inspection du travail tout en mettant un terme à un dualisme IT/CT sur lequel nombre d'observateurs s'interrogeaient en terme d'opportunité et d'efficacité pour le service public.

**C'est aussi une promotion sociale pour les Contrôleurs** qui accèdent ainsi à de nouvelles perspectives de carrière !

## ▪ **Intégration dans le Pôle Travail de plusieurs services légitimes à y travailler**

**Ce plan de requalification ne doit pas se limiter aux seules sections d'inspection !** D'abord parce que le plus grand nombre de Contrôleurs n'y exercent pas leur métier - souvent faute de postes en section mais aussi par choix.

Il convient de répondre à une réalité : celle des 60% de Contrôleurs du Travail qui exercent dans d'autres services. Ce plan de requalification doit être l'occasion **de renforcer l'ensemble du champ Travail pour en faire un axe fort de notre Ministère au-delà de la seule section !**

Nous revendiquons l'intégration ferme des services **Renseignements, SCT, Main d'œuvre Etrangère, Service Régional de Contrôle, les aides à la personne, dans le champ Travail** et l'élargissement du Plan de requalification à ces services.

Cela permettrait ainsi d'offrir plus d'opportunités de postes en sortie d'examen professionnel, mais aussi d'assurer à long terme une gestion des effectifs et des carrières en répondant aux besoins voire aux envies des agents !

## ▪ **Maintien de postes d'Inspecteurs sur l'ensemble du Ministère**

Un Ministère fort ne se fera pas sans des services Emploi et Supports abandonnés au gré des réorganisations ou de vagues de décentralisations successives.

Depuis trente ans, notre Ministère est impliqué sur ces champs. Depuis trente ans, les Inspecteurs du Travail s'investissent dans ces domaines.

Nous exigeons le maintien de postes d'Inspecteurs du Travail au-delà du champ Travail et nous demandons fermement que des postes y soient proposés en sortie d'examen professionnel.

Cela répondrait à la juste reconnaissance des contrôleurs qui y travaillent depuis tant d'années, parce que le Ministère les y a placés !

## ▪ **Revalorisation salariale de tous les Contrôleurs du Travail**

**Tous les Contrôleurs du Travail subissent depuis des années une perte de pouvoir d'achat ! Et la GIPA n'y change rien.**

Le Plan de requalification ne peut répondre à la situation de nombre d'entre eux qui partiront à la retraite dans les mois à venir !

Face au gel du point d'indice qui touche tous les agents de la Fonction Publique, et puisque le Ministre affirme sa volonté de « répondre » aux attentes des Contrôleurs du Travail, **nous demandons que des propositions claires soient présentées sans délai !**

**Le Plan de requalification doit être audacieux et l'extinction du corps de Contrôleurs accélérée ! Mais il doit aussi se faire dans le cadre d'un dialogue concret avec les organisations syndicales.**

Ce plan doit tenir compte des actuels Inspecteurs et des catégories C aspirant à une réelle promotion sociale !

Les réflexions sur l'inspection du travail, où l'administration ne brille pas par la clarté de ses propositions, conduisent à générer des rumeurs qui entretiennent sur le terrain de justes craintes et une complète désorganisation.

**Information de dernière minute.  
Comme si nous n'avions déjà pas assez attendu !**

Selon nos informations, la saisine des parlementaires par les organisations CGT- FSU/SNUTEFE – SUD - a conduit l'UMP (!!!) à saisir le conseil constitutionnel sur la validité du plan de transformation d'emploi des Contrôleurs du Travail. La conséquence directe de cette saisine de l'UMP va être de retarder encore une fois tout le processus de revalorisation, au mieux de quelques mois, au pire l'année prochaine. Les intéressés jugeront de l'opportunité de cette initiative, en particulier ceux qui vont partir à la retraite dans les prochains mois.

La CFDT et l'UNSA ITEFA dénoncent cette initiative qui conduit, une fois encore, à mettre les Contrôleurs du Travail dans **une attente inacceptable**.

Paris, le 15 février 2013